

**ALERTE**

37 fédérations et associations nationales  
Des collectifs inter-associatifs locaux  
de lutte contre la pauvreté et l'exclusion

Paris, le 8 juillet 2025

## Communiqué de presse

### Hausse inédite de la pauvreté en France : un constat insupportable, une urgence absolue

*L'INSEE a publié lundi 7 juillet des chiffres alarmants : la pauvreté a atteint en 2023 son niveau le plus élevé depuis 1996, avec 9,8 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Un chiffre largement sous-estimé puisqu'en intégrant les personnes vivant en outre-mer ainsi que les personnes sans domicile, vivant en institution ou en habitat mobile, ce sont probablement 12 millions de personnes qui vivent dans la pauvreté dans notre pays. Il est urgent que la France se donne un objectif ambitieux de réduction de la pauvreté et les moyens d'y parvenir.*

En un an, ce sont plus de 650 000 personnes qui ont basculé dans la pauvreté. Les chômeurs (36,1 % de taux de pauvreté), les familles monoparentales (34,3 %) et les enfants (21,9 %) sont particulièrement concernés. Les indicateurs de creusement des inégalités sont par ailleurs au plus haut. D'après l'INSEE, les 30 % des personnes les plus pauvres ont vu, en 2023, leur niveau de vie reculer. Cet appauvrissement net des plus modestes et des classes moyennes est dramatique et insupportable.

#### Un échec des politiques passées, une stratégie à repenser

Ces constats sont la marque du désengagement progressif des gouvernements en matière de lutte contre la pauvreté. Si les années COVID avaient conduit à adopter des mesures d'urgence ayant temporairement amorti la crise sociale, les données 2023 de l'INSEE illustrent l'ampleur de la réalité de la pauvreté dans notre pays. L'insuffisante revalorisation des prestations sociales, couplée à la fin des aides exceptionnelles, sont venues frapper de plein fouet, en 2023, celles et ceux qui en avaient le plus besoin.

Dans ce contexte, nous appelons à l'urgence d'un changement complet d'orientation. Suite à la mobilisation du Collectif ALERTE, le Premier Ministre s'est engagé, le 3 juillet, à ce que le gouvernement se dote d'un objectif de réduction de la pauvreté à 10 ans. Compte tenu de l'urgence dont témoignent les chiffres de l'INSEE, le Collectif ALERTE demande que cet objectif soit rapidement fixé, assorti d'une première échéance en 2030, dans le respect de l'esprit du premier des Objectifs de Développement Durable, et, surtout d'une stratégie ambitieuse pour y parvenir.

À court terme, le gouvernement doit cesser, dans sa quête aux économies, de faire des plus pauvres de notre pays les victimes de ses arbitrages budgétaires.

**Le Collectif ALERTE demande en urgence au gouvernement de :**

- S'engager à ce que le projet de loi de finances pour 2026 protège les plus pauvres de notre pays, notamment en renonçant à toute idée de gel des prestations sociales ;
- Mettre en œuvre des mesures d'urgence pour enrayer la chute dans la pauvreté d'un nombre toujours plus grand de nos concitoyens ;
- Assurer le financement des projets qui permettent le retour à un emploi durable, insertion par l'activité économique et territoires zéro chômeur de longue durée ;
- Rétablir les crédits sur l'aide alimentaire qu'il a brusquement diminué ;
- Cesser de fragiliser le secteur associatif ;
- Renoncer à ses décisions récentes qui aggraveront encore la grande pauvreté dans notre pays (loi plein emploi sur les chômeurs et allocataires du RSA, loi dite Kasbarian-Bergé sur les expulsions locatives, mesures portant atteinte aux droits des personnes en attente de régularisation).

Une stratégie pluriannuelle ambitieuse devra passer par le renforcement des minima sociaux et la simplification de leur accès pour lutter contre le non-recours, par le soutien massif à l'emploi durable et non précaire et par un investissement pérenne dans les politiques sociales territoriales et associatives.

Nous devons retrouver le sens de la solidarité nationale pour construire avec tous, une véritable politique globale de lutte contre la pauvreté, permettant l'effectivité des droits fondamentaux pour toutes et tous. C'est une question de démocratie et de cohésion nationale.

**Contacts presse :**

**Uniopss/ALERTE** : Valérie Mercadal - 01 53 36 35 06 – [vmercadal@uniopss.asso.fr](mailto:vmercadal@uniopss.asso.fr)

**Uniopss/ALERTE** : Charlotte Penot – 01 53 36 35 09 – [cpenot@uniopss.asso.fr](mailto:cpenot@uniopss.asso.fr)